



LETTRE PETITION
au sujet de la nouvelle épreuve orale « de contrôle » du Bac. Professionnel

Monsieur le Ministre de l'Education Nationale
S/c Monsieur le Recteur d'Académie

En cours d'année scolaire, vous avez institué une épreuve orale de contrôle qui devrait se dérouler les 9 et 10 juillet 2009.

► Les personnels dénoncent l'allongement de leur durée de temps de travail amputant leurs congés scolaires et l'obligation de « travailler plus » pour le même salaire. Décisions d'autant plus inadmissibles qu'elles ont été prises sans négociation en cours d'année (décret n° 2009-145 du 10 février 2009).

► Considérant que le poids de l'épreuve (50 % de l'examen) conduit à rendre négligeables les enseignements généraux et même les enseignements professionnels théoriques, donc dévalorisent les enseignements sous statut scolaire ; considérant que sa durée (20 minutes pour 3 ans de travail voire simplement 22 semaines de stage), traduit un mépris du travail des enseignants en lycée professionnel (ainsi que celui des élèves) ;

► Considérant que le fonds de cet « oral de contrôle » ne repose que sur la pratique professionnelle en entreprise (par définition inégalitaire,) déjà support d'une épreuve, et ne conduit ainsi qu'à reproduire cette épreuve dans une version « allégée » puisque les élèves n'ont même plus les documents des dossiers (l'annexe que doivent compléter les candidats n'est qu'un simple A4 dressant une liste des lieux de stage, des activités exercées et des moyens utilisés...)

► Considérant que les Jurys des épreuves habituelles se réunissent début juillet et qu'il n'y a pas lieu de remettre en cause leur diagnostic fondé sur l'analyse des résultats scolaires et les résultats aux examens ;

► Considérant la dévalorisation sous-jacente de la valeur du baccalauréat que cette épreuve sous tend : le diplôme doit s'appuyer sur des socles solides de compétences pour légitimer le niveau de qualification visé et être reconnu sur le marché de l'emploi ;

► Considérant la précipitation, qui entraînera forcément une inégalité de traitement entre les candidats pour la session 2009 ;

Les personnels soussignés demandent l'annulation de l'épreuve et l'ouverture de nouvelles négociations pour améliorer les conditions de repêchage existantes.

Noms et Prénoms	Fonctions	Signatures